



## SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162 et Add.1, A/C.2/L.164, A/C.2/L.168, A/C.2/L.169/Rev.1, A/C.2/L.171, A/C.2/L.173, A/C.2/L.174, A/C.2/L.175, A/C.2/L.176) [suite] ..... 169

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

**Développement économique des pays insuffisamment développés: a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162 et Add.1, A/C.2/L.164, A/C.2/L.168, A/C.2/L.169/Rev.1, A/C.2/L.171, A/C.2/L.173, A/C.2/L.174, A/C.2/L.175, A/C.2/L.176) [suite]**

[Point 25, a\*]

1. M. CECHE (Tchécoslovaquie) déclare que, lors de la discussion générale, au cours des 195<sup>ème</sup> et 209<sup>ème</sup> séances, sa délégation a déjà fait observer que la structure économique des pays insuffisamment développés manquait d'équilibre en ce sens que ces pays produisent principalement des matières premières et des produits primaires. Elle a également fait observer que les ressources financières des pays insuffisamment développés dépendaient de la possibilité de vendre leurs matières premières et du prix qu'ils en obtiennent. M. Cech a écouté avec intérêt certains représentants expliquer que les fluctuations du rapport entre le prix des matières premières et le prix des articles finis sont dues à ce que les pays industrialisés ont pris des mesures pour faire baisser les prix des matières premières, provoquant ainsi un déséquilibre dans la balance commerciale des pays insuffisamment développés. C'est là un élément de la politique impérialiste des Etats-Unis, qui tend à monopoliser les matières premières d'importance stratégique, ainsi que les matières premières peu abondantes sur le marché.

2. En 1950, lorsque des stocks suffisants eurent été constitués, les prix des matières premières ont subi une baisse, et cela a marqué l'apogée d'un cycle de dix ans. Il est notoire que les fluctuations intéressent non seulement les prix, mais également les quantités de matières premières échangées. La fluctuation moyenne annuelle des prix a été de 18 pour 100; la

fluctuation moyenne annuelle des quantités a été de 25 pour 100; la fluctuation moyenne annuelle des recettes d'exportation a été de 35 pour 100 et, dans le cas des Etats-Unis, elle s'est élevée à 49 pour 100. Il est évident que de telles fluctuations constituent un grave obstacle au développement normal des pays insuffisamment développés, étant donné qu'elles mettent ces pays dans l'impossibilité d'évaluer ne serait-ce que tous les ans, le montant des capitaux dont ils pourront vraisemblablement disposer pour l'achat de biens d'équipement. Dans son étude *Price-Quantity Interactions in Business Cycles*, le professeur Mills a déclaré que les prix des matières premières variaient deux fois plus que les prix des produits finis; c'est là une raison supplémentaire de l'infériorité constante des pays insuffisamment développés par rapport aux pays industrialisés. Les pays insuffisamment développés souffrent également des fluctuations à long terme dans les prix; sur une période de dix ans, les prix des matières premières sont tombés de 40 pour 100 par rapport aux prix des produits finis. Il est évident que ce sont les pays insuffisamment développés qui supportent l'impact de cette baisse.

3. M. Cech appelle l'attention de la Commission sur les énormes bénéfices des monopoles des Etats-Unis. Lors de la Conférence scientifique de l'Organisation des Nations Unies pour la conservation et l'utilisation des ressources naturelles, le chef du Service économique et statistique du Département des mines du Gouvernement des Etats-Unis a présenté un rapport selon lequel certains minéraux et minerais étaient peu abondants sur le marché. Lorsqu'il y a pénurie sur le marché, les prix des matières premières devraient manifester une tendance à la hausse, mais il n'en a pas été ainsi. La seule explication possible est que les matières premières sont concentrées entre les mains de pays développés qui prennent des mesures pour contrôler les prix et pour exploiter la main-d'œuvre dans les pays insuffisamment développés. Il existe, par exemple, un pays d'Amérique latine qui exporte constamment le manganèse qu'il devrait utiliser pour développer sa propre industrie sidérurgique.

\* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

4. M. Cech cite des statistiques, publiées par le quotidien *Le Monde*, sur les prix de certaines matières premières, telles que la laine, le coton brut, l'étain, le caoutchouc, le coprah, le sucre et le cuivre, qui montrent les fluctuations énormes, s'élevant dans certains cas à 100 pour 100, qu'ont subies les prix de ces matières premières en 1951 et 1952. Selon l'indice des prix des matières premières publié par Moody, si l'on prend pour base 1931 = 100, l'indice a été de 396 pour juin 1950, de 439 pour mars 1951 et le maximum en 1951 a été 535. De telles fluctuations gênent évidemment les pays insuffisamment développés dans leurs efforts pour développer leur économie.

5. Au sujet de la production du caoutchouc, M. Cech fait observer que, d'après un numéro de mars 1952 de *l'Economist*, la production mondiale de caoutchouc est passée de 2.400.000 tonnes, en 1951, à 2.800.000 tonnes. Toutefois, l'augmentation est due entièrement à la production de caoutchouc synthétique aux Etats-Unis, et il y a eu une chute sensible dans la production de caoutchouc naturel. Les petits producteurs ont été les premiers à souffrir de cette situation. En Indonésie, où la production de caoutchouc au cours du premier semestre de 1951 était tombée de 20 pour 100, et en Malaisie, seuls les petits producteurs ont été touchés; les grandes plantations de caoutchouc n'ont pas souffert. Les petits producteurs de l'Asie du Sud-Est sont les seules victimes de la politique des Etats-Unis, qui jettent d'énormes quantités de caoutchouc synthétique sur le marché, afin de faire baisser le prix du caoutchouc naturel. Les Etats-Unis ont également fait baisser le prix de l'étain en Malaisie et en Indonésie.

6. D'après un rapport de la Commission économique pour l'Amérique latine, les bénéfices des monopoles des Etats-Unis se sont élevés en 1950 à 700 millions de dollars, soit 200 millions de dollars de plus que l'actif de la balance commerciale des Républiques de l'Amérique du sud et de l'Amérique centrale. En outre, les Etats-Unis imposent une série de mesures de contrôle et font tout ce qu'ils peuvent pour empêcher les pays insuffisamment développés de diriger eux-mêmes leur propre commerce. Pour assurer leur mise en valeur économique, les pays insuffisamment développés doivent avoir toute latitude pour développer leurs propres industries, tant les industries légères que les industries lourdes, ce qui n'est possible que par voie d'accords commerciaux ne contenant aucune condition de caractère politique et laissant les pays insuffisamment développés libres d'établir leurs propres programmes de développement. Toute autre méthode entraînerait des difficultés en matière de balance des paiements, empêcherait la constitution d'une épargne intérieure suffisante et provoquerait du chômage. Il ne fait aucun doute qu'une étude des fluctuations de prix montrera la cause véritable de la situation actuelle.

7. La délégation tchécoslovaque estime que les paragraphes 2, 3, *a*, et 3, *b* du projet de résolution de l'Argentine (A/C.2/L.162) sont inutiles. Quant à l'alinéa *b* du paragraphe 4, il n'est ni utile ni opportun. De l'avis de la délégation tchécoslovaque, le relèvement du niveau de vie sera assuré grâce au développement des forces productives et à l'utilisation maxima des moyens de production, que l'on utilise les matières premières naturelles ou que l'on ait recours aux produits synthétiques. M. Cech ne peut donc appuyer l'alinéa *b*

du paragraphe 4. De même, la délégation tchécoslovaque estime que le paragraphe 7 n'est pas opportun puisqu'on ne peut espérer obtenir de résultats concrets en créant le groupe d'experts proposé.

8. Elle considère également inopportuns les amendements communs (A/C.2/L.169/Rev.1) qui sont sans rapport avec le problème examiné. En résumé, la délégation tchécoslovaque se prononcera exclusivement en faveur des alinéas *c*, *d*, et *e* du paragraphe 3, des alinéas *a* et *c* du paragraphe 4, et des paragraphes 5 et 6. M. Cech demande donc que le projet de résolution soit mis aux voix par division.

9. M. BURR (Chili) déclare que sa délégation appuie sans réserve le projet de résolution de l'Argentine, qui est peut-être l'un des projets les plus importants dont la Commission ait été saisie. Comme le représentant de l'Argentine a déjà exposé en détail les principes qui sont à la base de ce projet de résolution au cours de la 214<sup>ème</sup> séance, M. Burr se bornera à formuler quelques observations sur certains points qui, à son avis, présentent un intérêt particulier.

10. Les économistes ont expliqué comment les avantages du progrès technique se sont concentrés dans les pays industrialisés et comment le rapport des prix est resté constamment défavorable pour les produits primaires. Le représentant de l'Argentine a montré comment, entre 1876 et 1938, les pays de la zone périphérique ont perdu une grande partie de leur pouvoir d'achat et comment leur revenu national a diminué.

11. Parlant de la situation du Chili, au cours des dernières années, M. Burr déclare qu'entre 1940 et 1945 l'économie du pays a été caractérisée par une évolution constamment défavorable du rapport des échanges. Si l'on prend comme année de base 1838 = 100, le rapport net des échanges, qui pour le Chili était de 113,5 en 1939, est tombé à 101,2 en 1940 et a diminué constamment par la suite, pour atteindre en 1944 le minimum de 69,9. Le Chili est un des pays dont le rapport des échanges a le plus fléchi et ce, parce que le prix du cuivre est resté stable (11,75 cents la livre), alors que les prix de ses importations ont augmenté dans des proportions considérables.

12. Pendant la période considérée, la réserve liquide de la Banque centrale a augmenté d'environ 80 millions de dollars pour atteindre un total de 110 millions de dollars, mais ce dernier montant représente moins de 50 pour 100 de la valeur moyenne des importations pendant les premières années de la période de guerre; il est donc absolument insuffisant pour faire face aux besoins de la reconstruction. L'augmentation de la réserve liquide n'est pas due à un accroissement quelconque des exportations de matières premières stratégiques, ni à une situation favorable du commerce extérieur; elle provient simplement du fait qu'en raison de la guerre, le Chili s'est trouvé dans l'impossibilité d'importer des biens d'équipement et du matériel. Entre 1940 et 1945, les importations de biens d'équipement ont diminué de 30 pour 100 en moyenne, et les importations de biens de consommation ont augmenté de 10 pour 100, alors que le taux annuel d'accroissement de la population a atteint 1,5 pour 100. C'est pourquoi la quantité de biens de consommation par habitant a beaucoup diminué. Dans les pays insuffisamment développés, où le niveau de vie est

faible, tout abaissement de ce niveau ne peut que causer de graves troubles politiques et sociaux.

13. Au cours de la période d'après-guerre, poursuit M. Burr, le prix du cuivre a augmenté, ce qui a entraîné une légère amélioration du rapport des échanges entre 1946 et 1951. Pendant la période qui a suivi le début de la guerre de Corée, les prix des matières premières et des produits de base ont accusé une forte augmentation. Les importations du Chili ont diminué entre 1946 et 1951 et, en 1951, les importations de biens d'équipement ont triplé par rapport aux chiffres enregistrés en 1945. Cet accroissement a été dû à la demande accumulée qui pouvait enfin recevoir satisfaction, et à la mise en œuvre de programmes de développement. Son financement s'est fait au moyen de crédits extérieurs et non grâce à une amélioration du rapport des échanges qui est resté moins favorable qu'avant la guerre. En conséquence, la balance des paiements du Chili a évolué dans le mauvais sens. En raison des faits que M. Burr vient de citer, la délégation chilienne s'intéresse particulièrement à la question du rapport des échanges et aux autres questions sur lesquelles porte le projet de résolution de l'Argentine.

14. La veille, au cours de la 215ème séance, le représentant du Canada a signalé quelques-uns des avantages qu'entraînent les fluctuations des prix. Toutefois, M. Burr souligne les conséquences que les fluctuations du prix du cuivre peuvent avoir sur l'économie chilienne, étant donné que le revenu provenant de l'industrie du cuivre représente environ 50 pour 100 de l'actif de la balance commerciale du pays. Depuis 1949, le prix du cuivre a varié entre 16 et 36 cents la livre. Les fluctuations des prix touchent également les prix industrialisés, mais ces pays sont en mesure de prendre des dispositions pour contrebalancer les effets des fluctuations, alors que les pays insuffisamment développés ne peuvent le faire. Il existe une tendance à imposer des mesures de contrôle lorsque les fluctuations sont favorables aux pays insuffisamment développés. Malheureusement, cette méthode n'est employée que dans un seul sens. A cet égard, le représentant du Chili attire l'attention de la Commission sur les paragraphes 221 et 222 du rapport du groupe d'experts sur les *Mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés* (E/1986).

15. Pour permettre aux pays insuffisamment développés de renforcer leur position, la base sur laquelle repose leur économie doit être élargie au moyen de la diversification et de l'industrialisation. Jusqu'à ce qu'on ait procédé à cette modification, il est plus nécessaire que jamais de prévoir toutes les garanties possibles en ce qui concerne les prix des matières premières. Une seule de ces garanties est proposée dans le projet de résolution de l'Argentine, savoir, la fixation de prix justes et équitables pour les produits de base. Par ailleurs, d'autres garanties sont envisagées dans les alinéas b et c du paragraphe 4 du projet de résolution.

16. La délégation du Chili approuve particulièrement la teneur de l'alinéa b du paragraphe 4. Le problème que mentionne cet alinéa est, en effet, de la plus haute importance pour les pays insuffisamment développés dont l'économie est tributaire des échanges d'un ou de deux produits essentiels et est, de ce fait, très vulné-

rable. Si des produits synthétiques venaient à supplanter ces produits naturels, les pays insuffisamment développés éprouveraient de grandes difficultés à trouver un autre produit pour alimenter leurs exportations. Le Gouvernement du Chili a suivi avec grand intérêt la mise au point de produits de remplacement. Une vive inquiétude s'est manifestée, il y a quelque temps, aussi bien au Chili qu'aux Etats-Unis, lorsque certains services du Gouvernement des Etats-Unis ont formulé des recommandations concernant un produit de remplacement du cuivre. Bien entendu, le délégué du Chili n'est pas adversaire du progrès technique, mais il estime que les gouvernements devraient envisager toutes les répercussions possibles, même les plus lointaines, et, ce faisant, ne pas perdre de vue les intérêts vitaux des pays insuffisamment développés. La question des produits de remplacement a été débattue plus d'une fois au cours de conférences internationales. A cet égard, le représentant du Chili appelle l'attention de la Commission sur les dispositions de la résolution IX, relative au développement de la production de produits de base que les Ministres des affaires étrangères des Etats d'Amérique ont adoptée au cours de leur troisième réunion. Cette résolution porte, en partie du moins, sur le même sujet que l'alinéa b du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine.

17. Le représentant du Chili reconnaît que la mise en œuvre de plans intégrés de développement économique atténuerait les effets des fluctuations des prix des produits de base. Les pays dont l'économie est en voie de développement ont tout intérêt à suivre une politique d'ensemble qui tienne compte de leur interdépendance économique; autrement, la division excessive du marché risquerait de faire perdre à ces pays les avantages qu'ils retirent des progrès techniques.

18. Le représentant du Canada a déclaré que les mesures de diversification doivent être essentiellement dictées par des considérations de rendement. M. Burr est d'avis, lui aussi, qu'il convient de développer la production primaire, mais tient à rappeler que si les efforts portent uniquement sur les produits de base, le rythme du développement économique des pays insuffisamment développés ne sera pas aussi rapide que celui des pays industrialisés. Il pense également que le développement économique des pays insuffisamment développés doit se faire d'une manière aussi rationnelle que possible, étant donné en particulier le manque de capitaux. Il cite à cet égard un passage de la section traitant de l'avantage qu'il y a, du point de vue économique, à créer des industries dont la productivité est moindre que dans les centres industriels, dans le chapitre II du rapport intitulé "*Problemas teóricos y prácticos del crecimiento económico*" (E/CN.12/221).

19. Le développement économique ne saurait avoir lieu sans capitaux. L'une des méthodes les plus efficaces qui permettent d'assurer aux pays insuffisamment développés les capitaux nécessaires est de fixer des prix justes et équitables pour les produits primaires. La solvabilité économique qui en résulterait pour les pays insuffisamment développés contribuerait à créer une atmosphère favorable propre à encourager les investissements; prêts et placements de capitaux privés s'offriraient alors vraisemblablement à ces pays.

20. En résumé, les fluctuations considérables qu'a connues le commerce international depuis 1929 ont

fait obstacle à l'accroissement de la valeur des exportations, elles ont provoqué une évolution défavorable du rapport des échanges ainsi qu'une forte réduction du volume des investissements de capitaux privés. Tous ces facteurs ont retardé sinon entravé la stabilisation et l'expansion de l'économie des pays insuffisamment développés. Le représentant du Chili est convaincu que le projet de résolution de l'Argentine ainsi que les amendements proposés (A/C.2/L.169/Rev.1) contribueront beaucoup à faciliter la solution du problème. En effet, il estime opportun, étant donné la complexité de la question, de charger un groupe d'experts de l'étudier. Sa délégation présente donc un amendement (A/C.2/L.174) au projet de résolution de l'Argentine, car elle estime que la tâche des experts sera facilitée s'ils peuvent prendre connaissance des débats que la Commission a consacrés à la question.

21. M. LEE (Chine) déclare que le représentant de l'Argentine a fait œuvre utile en mettant en relief les fluctuations du prix des produits de base par rapport, tout particulièrement, au prix des articles manufacturés. C'est là un aspect de la situation économique actuelle qui cause de vives inquiétudes dans des nombreux pays, y compris la Chine. En effet, pour un pays dont les exportations portent principalement sur un ou deux produits de base, de telles fluctuations des cours peuvent signifier selon le cas la prospérité ou la crise. Le représentant de la Chine accueille également avec satisfaction les amendements présentés par le Costa-Rica, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Salvador qui recommandent aux gouvernements de conclure des ententes internationales sur les produits de base en vue d'assurer la stabilité des prix de ces produits. Il approuve sans réserve l'attitude prise par la délégation de l'Argentine qui, dans le projet de résolution qu'elle a déposé, souligne qu'il est indispensable de tenir compte des effets des mesures qui affectent le prix des produits de base entrant dans le commerce international.

22. Les questions évoquées aux alinéas *a* et *b* du paragraphe 4 sont très compliquées et appellent un examen attentif. M. Lee doute fort que le contrôle des prix, considéré comme une mesure à long terme, soit efficace ou même désirable. Comme le représentant des Etats-Unis l'a rappelé à la séance précédente, les experts qui ont établi le rapport intitulé "*Mesures en vue de la stabilité économique internationale*" (E/2156) partagent également ces doutes.

23. Théoriquement, c'est la hausse et non la stabilité des prix qui stimule l'épargne nationale dans un pays insuffisamment développé. On s'accorde ainsi en général à reconnaître que la poussée des prix des matières premières avant 1952 a largement contribué au succès du plan de Colombo. Il semble ressortir des déclarations faites à la Commission que les perspectives à long terme concernant l'évolution des prix des matières premières ne sont pas nécessairement mauvaises si on les compare à la tendance des prix des articles manufacturés. Même si l'on pouvait stabiliser les prix des matières premières aux niveaux actuels, ce ne sont pas nécessairement les pays producteurs qui en profiteraient.

24. La question des produits synthétiques et des produits de remplacement, évoquée à l'alinéa *b* du paragraphe 4, est loin d'être nouvelle. Le remplacement

de la soie par la rayonne a été un désastre économique pour la Chine; ce pays comprend donc très bien toute la portée du problème mais son représentant ne voit pas quel moyen pratique on pourrait utiliser pour empêcher un tel fait de se reproduire. En outre, les intérêts économiques divergent. C'est ainsi que, si l'on pouvait perfectionner le procédé qui permet de faire du papier à partir de la bagasse, la Chine, qui possède de grandes quantités de cette matière, en retirerait un bénéfice considérable; mais les pays qui sont grands producteurs de pâte de bois seraient menacés. Ainsi qu'il ressort des déclarations d'autres délégations, il est difficile de prévoir les conséquences des progrès techniques pour les différents pays et le représentant de la Chine estime que l'Organisation des Nations Unies devrait étudier les méthodes permettant d'aider un pays dont l'économie se trouve soudainement affectée par ces progrès.

25. M. Lee estime que la Commission agirait inconsidérément en prenant position sur des dispositions précises touchant une question aussi compliquée que celle qui fait l'objet des alinéas *a* et *b* du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine; sa délégation ne pourra donc pas voter pour ce projet de résolution sous sa forme actuelle.

26. M. DE SEYNES (France) félicite le représentant de l'Argentine d'avoir suscité un débat sur des problèmes d'une grande importance. Les gouvernements s'inquiètent de voir que les échanges internationaux ne se sont pas développés au même rythme que la production. Le débat est donc particulièrement intéressant du fait qu'il se trouve centré sur la question des termes de l'échange, qui est au cœur même du problème général.

27. Malgré le vif intérêt que présente ce débat, M. de Seynes se trouve en proie à une perplexité croissante et il se demande s'il est vraiment prudent de prendre position sur le texte de l'Argentine. Les prémisses offertes par la délégation de l'Argentine et par les représentants qui ont soutenu ou combattu son projet paraissent extrêmement fragiles.

28. Il ne semble pas qu'un accord existe au sein de la Commission sur l'évolution passée des termes de l'échange. Au cours d'une même séance (216<sup>ème</sup> séance), le représentant des Etats-Unis a donné un certain nombre d'illustrations tendant à prouver que les termes de l'échange ont évolué dans certains cas en faveur des producteurs de matières premières et le délégué de la Bolivie a réaffirmé ensuite que l'évolution défavorable des termes de l'échange est un fait indiscutable. Au cours de la 215<sup>ème</sup> séance, le représentant du Brésil a critiqué efficacement la résolution de l'Argentine et cependant il a conclu à son adoption sans réserve. Le même représentant, au cours de la séance précédente, a fait un plaidoyer pour la liberté des prix sans renier un projet qui semble requérir un système de fixation de prix.

29. Comme la Belgique, la France a, dans ce domaine et par le fait de ses territoires d'outre-mer, des intérêts divers et même contradictoires. C'est donc avec une parfaite objectivité que le représentant de la France s'efforce d'examiner ce problème et il doit malheureusement reconnaître qu'il est très difficile de formuler un jugement sur la base des statistiques et des données de fait qui ont été offertes au cours du débat.

30. A défaut de données de fait, dispose-t-on au moins d'une construction théorique qui pourrait pallier l'insuffisance des statistiques et permettre de formuler un jugement? Les thèses offertes à cet égard, quoique fort intéressantes, paraissent fragiles. Au cours de la 214ème séance, le représentant de l'Argentine a fait état d'une théorie selon laquelle les bénéfices résultant des progrès de la productivité dans la production des matières premières seraient automatiquement transférés aux pays industriels. Cette théorie rappelle un peu la théorie de la plus-value qui eut son heure de célébrité. Comme elle, elle repose sur une idée *a priori* des conditions d'appropriation des ressources naturelles. Le représentant de l'Argentine a soutenu également une thèse selon laquelle les prix des matières premières interviennent pour une part décroissante dans les prix des produits manufacturés, par suite de l'incorporation dans ces prix de dépenses de services et par suite des progrès de la technologie. Il en résulterait une disproportion croissante entre les revenus des pays producteurs de matières premières et ceux des pays industrialisés. Outre que cette théorie ne tient pas compte de l'ensemble des conséquences des progrès de la technologie sur l'économie des pays sous-développés, elle semble se fonder sur un postulat, à savoir que l'inégalité des revenus entre les diverses nations est un mal en soi. Cela est possible, mais non évident; ce qui importe avant tout, dans le contexte actuel, c'est le niveau absolu des revenus des pays sous-développés et le rythme de croissance de ces revenus. Sans doute les économistes semblent d'accord pour reconnaître que les inégalités dans la répartition des revenus à l'intérieur d'un pays déterminé sont une cause d'instabilité. Encore cela est-il vrai surtout des économies les plus complexes. En tout cas, la simple transposition de cette théorie sur le plan international demanderait un sérieux examen. Enfin, divers orateurs ont évoqué les tendances séculaires; celles-ci sont aussi sujettes à renversement et l'on ne semble pas avoir examiné de très près à quel moment du cycle le monde se trouverait présentement.

31. A défaut de données de fait suffisantes ou d'une construction doctrinale convaincante, la délégation française éprouve les plus grandes difficultés à définir son attitude à l'égard du texte de l'Argentine. Ce texte comporte des engagements concernant la politique économique de certains pays et doit donc être examiné avec la plus grande prudence. M. de Seynes pense que le débat aura de toute façon porté ses fruits même sans l'adoption d'une résolution. Si l'on doit passer au vote, M. de Seynes se félicite de ce que le représentant de l'Argentine considère que son projet est susceptible de perfectionnement et la délégation française est prête à collaborer à toute tentative qui aurait pour objet d'amender le texte dans un sens qui rendrait l'acceptation plus facile pour les pays auxquels ces recommandations s'adressent. Déjà il semble que l'amendement offert par les délégations de l'Amérique centrale ouvre une voie qui peut être explorée utilement pour donner un sens plus concret et plus précis au projet de l'Argentine. M. de Seynes espère que la transformation de la résolution de l'Argentine se poursuivra sans hâte exagérée.

32. M. CARANICAS (Grèce) déclare qu'il a examiné attentivement le projet de résolution de l'Argen-

tine, ainsi que les amendements qu'on se propose de lui apporter (A/C.2/L.169/Rev.1). Les observations formulées par les représentants du Brésil, du Canada, du Royaume-Uni et des Etats-Unis l'ont vivement intéressé et il pense que leurs remarques au sujet des difficultés insurmontables que l'on éprouverait à élaborer un système international de rapport entre les prix ont convaincu de nombreuses délégations qu'il serait impossible de réaliser un accord général à propos d'un tel projet. La réduction de la vulnérabilité des pays insuffisamment développés à l'égard des fluctuations de prix sur le marché international représente un idéal extrêmement séduisant, mais qu'il semble impossible d'atteindre, comme l'indique le rapport intitulé "*Mesures en vue de la stabilité économique internationale*" (E/2156).

33. La Grèce, pays insuffisamment développé dont l'économie est surtout agricole, a fréquemment subi les conséquences fâcheuses de la hausse du prix des produits primaires et de la réduction du prix de ses propres exportations, qui consistent en articles de luxe. La hausse des prix internationaux survenue depuis 1938 a eu des répercussions fâcheuses sur la balance commerciale de la Grèce, et le rapport des échanges a, de ce fait, évolué de façon défavorable. Récemment, les fortes variations du prix du blé, par exemple, ont eu une incidence considérable sur les disponibilités en devises. C'est uniquement grâce aux ententes internationales sur les produits de base, conclues notamment dans le cadre de l'Emergency Fund Council et de l'Accord international sur le blé, que ce pays a pu être protégé dans une certaine mesure contre les fluctuations excessives des prix. Par conséquent, M. Caranicas estime qu'il faut chercher le moyen d'atteindre les objectifs proposés par la délégation de l'Argentine, mais sans adopter de résolution aussi ambitieuse.

34. Tout en approuvant en principe le projet de résolution de l'Argentine, la délégation de la Grèce a proposé à l'alinéa *a* du paragraphe 4 un amendement (A/C.2/L.173) dont M. Caranicas expose l'objet. Le Conseil économique et social a étudié, lors de sa quatorzième session, la question des accords internationaux sur les produits de base, et M. Caranicas estime qu'il est opportun de souligner combien il importe de procéder à des consultations internationales à ce sujet, particulièrement dans l'intention de conclure des ententes intergouvernementales portant sur des produits de base tels que le sucre, le coton, etc.

35. Il trouve que le texte actuel de l'alinéa *b* du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine n'est pas suffisamment précis et qu'il y aurait intérêt à modifier également d'autres paragraphes. Peut-être serait-il possible de créer un groupe de travail chargé de rédiger une nouvelle version du projet de résolution et d'examiner les amendements qu'il est proposé d'apporter à ce texte.

36. M. PERRY (Nouvelle-Zélande) déclare que la Nouvelle-Zélande, en tant que pays agricole, s'intéresse vivement aux questions soulevées dans le projet de résolution de l'Argentine. Les fluctuations des prix sur les marchés internationaux ont une incidence directe et critique sur la situation économique de son pays et sur le niveau de vie de la population. Il estime cependant pour sa part que le projet de résolution n'observe pas les critères dont il convient de tenir

compte dans une résolution concernant des problèmes économiques, à savoir le sens des réalités et les possibilités d'application pratique. Les questions qui y sont soulevées sortent du cadre du financement du développement économique des pays insuffisamment développés. La résolution aborde de nombreuses questions, dont chacune pose des problèmes subsidiaires. L'alinéa *a* du paragraphe 4 soulève la question essentielle, mais tend à la simplifier outre mesure.

37. M. Perry partage les vues exprimées par le représentant du Canada au cours de la 215<sup>ème</sup> séance et doute que le projet de résolution de l'Argentine puisse réellement permettre d'atteindre l'idéal d'un rapport juste et équitable entre les prix. La Nouvelle-Zélande sait par expérience que les tendances accusées par les prix à l'exportation des produits de base provenant de l'élevage ne sont pas nécessairement semblables; il en va de même pour les biens d'équipement et les articles manufacturés. La balance des paiements d'un pays n'est pas uniquement influencée par le niveau moyen des prix mondiaux; elle l'est également par l'orientation et la nature de ses échanges. En outre, les facteurs qui agissent ne sont pas nécessairement les mêmes pour tous les pays. En l'absence d'un système général de contrôle international, la plupart des pays voudront probablement conserver leur liberté d'action afin de pouvoir prendre à l'égard de tel ou tel produit les mesures jugées nécessaires.

38. M. Perry estime que l'alinéa *b* du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine est restrictif, tout au moins implicitement; bien qu'on puisse s'attendre que la Nouvelle-Zélande, en tant qu'exportateur important de produits primaires, accueille favorablement toute restriction apportée à la mise au point de produits de remplacement, elle ne pourra jamais, en fait, sanctionner une procédure qui fait obstacle au progrès.

39. Comme le suggère le projet de résolution, on peut établir des rapports et formuler des recommandations, mais on doit toujours prendre en considération les difficultés que de nombreuses délégations ont mentionnées et tenir compte de ce qui est fait dans la même intention avec d'autres méthodes, notamment au moyen des accords internationaux sur les produits de base. L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, par exemple, concerne de nombreuses questions soulevées dans le projet de résolution de l'Argentine. L'amendement proposé par la délégation de la Grèce (A/C.2/L.173) contient des propositions utiles à cet égard.

40. La délégation de la Nouvelle-Zélande estime que le projet de résolution de l'Argentine s'est révélé utile du fait qu'il a soulevé des questions importantes et donné lieu à un échange de vues extrêmement intéressant. Toutefois, sous sa forme actuelle, ce projet ne résoud pas le problème et la délégation de la Nouvelle-Zélande n'est pas en mesure de l'appuyer.

41. M. JOCKEL (Australie) approuve l'analyse du projet de résolution de l'Argentine faite à la séance précédente par le représentant des Etats-Unis. Comme elle l'a souligné au cours de la discussion générale (204<sup>ème</sup> séance), la délégation de l'Australie attache une grande importance au rôle que jouent les exportations dans le programme de développement des pays

insuffisamment développés, mais elle n'est pas en mesure d'appuyer les points essentiels du projet de résolution. La Commission a situé le débat sur un plan très élevé. L'orateur convient avec le représentant de la France qu'il est préférable de ne pas adopter de résolution sur une question aussi complexe. Il serait peut-être bon de retenir l'idée exprimée par la délégation du Canada, et de prévoir que tous les pays devront tenir dûment compte des effets de leur politique économique nationale sur celle des autres pays. L'alinéa *b* du paragraphe 4 pourrait être amendé dans ce sens.

42. M. BUNGE (Argentine) constate avec regret que son projet de résolution a été mal interprété par certaines délégations. L'alinéa *a* du paragraphe 4 n'implique pas que la délégation de l'Argentine préconise un système de contrôle rigide sur l'ensemble des prix internationaux. Les avantages du système des prix actuel, que l'Argentine apprécie pleinement, ne sont pas reconnus par tous les pays. Au cours de ces dernières années, certains des pays les plus évolués ont, en adoptant des normes rigoureuses, exercé un contrôle direct ou indirect sur les prix et la demande de matières premières; lorsque la situation économique mondiale a commencé à leur devenir défavorable, ils ont abandonné certains des principes qui avaient inspiré leur politique économique.

43. Au cours de la séance précédente, le représentant des Etats-Unis a fait remarquer que l'on exerçait aussi un contrôle sur les prix des biens d'équipement, afin de préserver l'équilibre des rapports des prix. D'ailleurs, le Secrétaire de la défense des Etats-Unis a admis, dans le septième rapport trimestriel qu'il a adressé au Président au sujet de la mobilisation défensive, que le régime actuel de contrôle des prix était inefficace pour enrayer la hausse des prix et il a fait allusion à la manière dont la hausse du prix du fer, de l'aluminium et du cuivre a fait monter les prix des articles fabriqués à partir de ces métaux. Si le contrôle des prix des matières premières est de nature rigide et affecte la courbe des prix sur le marché mondial, le contrôle des biens manufacturés est souple.

44. L'alinéa *a* du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine engage les Etats Membres à n'adopter aucune mesure pour modifier le régime des prix avant d'avoir considéré son effet sur le rapport des échanges des autres pays, afin de maintenir un rapport adéquat, juste et équitable entre le prix des biens d'équipement et celui des autres produits manufacturés. Le sens de la dernière phrase devrait être bien compris de tous, mais il semble avoir inquiété certains membres de la Commission.

45. Plusieurs délégations ont affirmé qu'au cours de la période d'après-guerre, le rapport des échanges s'était modifié à l'avantage des pays producteurs de matières premières. Le représentant de l'Argentine ne l'ignore pas, mais l'accroissement de la demande de produits primaires et de matières premières est dû aux besoins de la guerre et de la reconstruction, et la tendance chronique à la baisse n'a été renversée que temporairement.

46. Il faudrait adopter comme critère une année plus représentative que 1937 ou 1938, car c'est au cours de ces années-là que le rapport des échanges de l'Argentine a été le plus défavorable. Par ailleurs, il

faudrait étudier la question non pas en fonction de tendances actuelles ou récentes, mais en tenant compte des fluctuations des prix au cours d'une période assez longue et de leurs répercussions sur le volume des échanges. La Commission devrait également tenir compte du rapport qui existe entre la production de produits primaires et le taux d'accroissement de la population.

47. Le représentant des Etats-Unis s'est référé au volume du commerce au cours de certaines années pour montrer que le rapport des échanges pendant ces années était favorable aux pays insuffisamment développés. Mais tel n'a pas été le cas pour l'Argentine. Selon les renseignements réunis par les Services de statistique argentins, la balance commerciale de l'Argentine a été moins favorable en 1951 qu'en 1937, parce que l'indice des prix des exportations n'a pas monté aussi rapidement que celui des importations. M. Bunge ne pense cependant pas qu'il faille s'attacher exclusivement au facteur prix et, à ce propos, il a l'intention de présenter ultérieurement une réponse détaillée à la déclaration du représentant de la France.

48. Certains orateurs semblent avoir mal interprété sa recommandation sus les produits synthétiques et les produits de remplacement. Il se rend parfaitement compte qu'on ne peut rien sans les recherches et le progrès technique, et il ne propose pas d'abandonner ces recherches. La recommandation en question vise les mesures gouvernementales adoptées sans transition pour permettre à un pays de se suffire à lui-même, en encourageant la production intérieure de produits synthétiques destinés à remplacer les importations, même lorsque les produits synthétiques sont plus coûteux. Un rapport sur l'état des stocks dont le Congrès des Etats-Unis a été saisi et qui date du 15 août 1952 comprend une longue liste de produits d'importation pour lesquels il devrait être possible, affirme-t-on, de trouver des produits de remplacement. Comme le rapporte le *New York Times* du 21 novembre 1952, un des membres de la Material Policy Commission des Etats-Unis a souligné qu'il ne fallait pas interpréter le récent rapport de la Commission comme signifiant que les Etats-Unis sont en train de devenir une nation besogneuse ou qu'ils sont obligés d'importer quel que soit le prix des matières premières. Ce rapport faisait simplement observer que les Etats-Unis n'augmenteraient leurs achats réguliers de matières premières que si les prix étaient appropriés et les

conditions d'investissement à l'étranger favorables. On signalait en outre que, pour la plupart des matières premières dont ils avaient besoin, les Etats-Unis disposaient de produits de remplacement. On voit clairement ce que ceci implique.

49. Bon nombre des dangers que l'on croit trouver dans le projet de résolution n'existent pas en réalité. Certains ont dit que la proposition argentine simplifiait le problème à l'excès. M. Bunge ne voit pas en quoi le fait de constater que certains pays deviennent de plus en plus riches tandis que d'autres vont toujours s'appauvrissant peut être qualifié de simplification excessive. Il se réserve le droit de revenir sur certains des arguments présentés au cours de la discussion et de faire, à une séance ultérieure, des observations sur les amendements que l'on propose d'apporter au projet de résolution.

50. M. CUSANO (Uruguay) fait observer que son pays est très étroitement lié à l'Argentine par la géographie et la tradition. L'économie des deux pays est aussi très semblable et il n'est donc pas étonnant que la délégation uruguayenne approuve d'une manière générale le point de vue du représentant de l'Argentine, bien qu'elle puisse s'en éloigner légèrement sur certains détails. M. Cusano désire consulter son gouvernement avant de se prononcer définitivement sur le projet de résolution et il demande l'autorisation de prendre à nouveau la parole à un stade ultérieur du débat.

51. M. NURADI (Indonésie) indique qu'il a présenté des amendements (A/C.2/L.175, A/C.2/L.176) au projet de résolution de l'Argentine et aux amendements communs relatifs à ce projet. Il voudrait, à la prochaine séance, exprimer le point de vue de sa délégation sur le projet de résolution et présenter ses amendements.

52. Le PRESIDENT demande à la Commission si elle est disposée à examiner le projet de résolution de l'Uruguay relatif aux migrations (A/C.2/L.164).

53. Après un bref échange de vues auquel prennent part M. BUNGE (Argentine) et M. CUSANO (Uruguay), M. NURADI (Indonésie) propose de lever la séance.

*Par 27 voix contre zéro, avec 14 abstentions, la motion tendant à lever la séance est adoptée.*

La séance est levée à 17 h. 45.

